

Florent Bidaud
Centre d'études et de prospective

Représentations du rural et de l'environnement

Définition de la variable

Une « représentation sociale » peut être définie comme « une vision fonctionnelle du monde, qui permet à l'individu ou au groupe de donner un sens à ses conduites, et de comprendre la réalité, à travers son propre système de références, donc de s'y adapter, de s'y définir une place »¹. Les représentations contribuent à construire la réalité sociale et elles influencent les comportements. Elles sont aussi porteuses de jugements normatifs et d'affirmations prescriptives (sur ce qui est légitime, licite, « normal », « bien » ou « mal », etc.). Les chercheurs en sciences sociales insistent par ailleurs sur leur inertie (notion de « noyau central ») et sur la mise à l'épreuve des représentations (moments critiques de réajustement et de révision).

Le rural est souvent défini « par défaut » comme ce qui n'est pas « urbain ». Les définitions disponibles insistent sur des indicateurs démo-géographiques (densité de population) ou économiques (activités, emploi). Mais certains auteurs insistent plutôt sur des aspects sociaux et culturels qui seraient attachés (ou prétendument attachés) à ces territoires : systèmes de valeurs particuliers, modes de vie, relations sociales de proximité, rapport à la nature, etc.

Plusieurs dimensions de la représentation des territoires ruraux doivent être envisagées : scientifique (portée notamment par les géographes), politique (liée par exemple aux conseils municipaux, à la vie associative, etc.), culturelle (stéréotypes communautaires, valeurs et traditions locales, etc.), etc. Nous associons aussi à cette variable le « rapport à l'environnement », entendu ici comme la manière dont les Français se représentent « l'anthropo-écosystème », c'est-à-dire le « vivant » et ses régulations, ainsi que les interactions entre les activités humaines et les composantes qui définissent l'écosystème.

Plus concrètement, sont couverts par cette variable :

- les représentations des territoires ruraux et de la « vie en milieu rural » (ce qui les caractérise aux yeux des Français, leurs connotations éventuelles) ;
- les représentations de l'environnement en zone rurale : une vision « écologique » au sens scientifique, une vision « naturaliste », un idéal de non-anthropisation, une vision paysagère intégrant les activités humaines, etc. ;
- la représentation des enjeux territoriaux : conflits, coexistence, superposition d'usages ;
- l'importance et la perception du rôle de l'agriculture, en lien avec ces aspects ;
- le rapport Humain-Animal et l'importance accordée aux questions de bien-être, bien-être, droits des animaux ;
- la représentation de la forêt et des fonctions qu'elle remplit.

1. Abric J.-C. (dir.), 1994, *Pratiques sociales et représentations*, PUF.

Indicateurs

- Les termes utilisés, le vocabulaire : champs lexicaux, connotations symboliques.
- La fréquence d'usage de ces termes, les occurrences constatées.
- Les co-occurrences et leurs logiques (associations habituelles de deux ou plusieurs termes).
- Les thèmes et aspects sur lesquels porte la représentation.
- Leur degré d'importance au regard d'autres préoccupations.
- Les différences de représentations selon les groupes locuteurs : par exemple, les variations entre urbains et ruraux, entre hommes et femmes, selon les générations, etc.
- Le rôle plus ou moins fort des médias dans la formation et la diffusion de ces représentations.

Rétrospective de la variable

Une représentation du rural dominée par celle des urbains et de plus en plus idéalisée

Divers acteurs réinvestissent la campagne de valeurs symboliques et de fonctions spécifiques : entretien de l'espace, productions de « terroir » et d'aliments de qualité, lieu de récréation, qualité de vie résidentielle. Ce faisant, des modes de vie citadins et des valeurs perçues comme rurales (appartenance locale, convivialité, temps pour soi, etc.) se rapprochent, et l'on peut même observer « une certaine ruralisation de fragments d'espaces et de sociétés urbaines »².

Aux yeux des Français, l'espace rural se définit plus par le cadre qu'il offre que par ce qu'on y fait. Il est principalement décrit comme un paysage et un contexte de vie. Un sondage CSA de 1994³ mettait en avant la valeur de « liberté » attachée à la campagne par près de 70 % des enquêtés, ce qui marque un renversement par rapport à des stéréotypes historiques (contrôle social villageois vs anonymat de la grande ville). De plus, pour 70 % des enquêtés, la campagne est d'abord un paysage, avant d'être un lieu de production.

En 2015, 57 % des urbains disent qu'ils voudraient vivre à la campagne⁴. Selon une étude du Réseau rural⁵, il existe des différences de perception entre les jeunes issus des milieux ruraux et ceux issus des territoires urbains. Ces derniers sont plus enclins à considérer les espaces ruraux comme des « endroits isolés, peu pratiques pour vivre ».

Des campagnes caractérisées par leurs fonctions résidentielle et environnementale, les fonctions productives agricoles passant au second plan

Selon Giusepelli⁶, quatre profils de résidents/habitants se dégagent, indépendamment des perceptions de l'agriculture, et plutôt à partir des motivations pour le choix du lieu de vie : les « nostalgiques », les « pragmatiques », les « sans-territoire », les « nouveaux enracinés ». Pour certains auteurs, « l'agriculture ne peut plus être le fondement de la ruralité car les espaces ruraux sont aujourd'hui très minoritairement peuplés d'agriculteurs et parce que la vocation agricole de ces espaces est parfois même reléguée au second plan par la montée d'une demande sociale pour d'autres usages (loisirs, conservation de la nature...) »⁷. Et pour Perrier-Cornet, « les Français n'associent plus d'abord l'espace rural à l'agriculture. À peine 10 % des premières réponses s'y réfèrent »⁸.

Une image globalement positive du monde agricole mais de régulières crises de confiance

Selon une enquête réalisée par l'institut BVA auprès d'agriculteurs et du grand public⁹, « si les Français ont toujours une image très positive des agriculteurs, ils affichent une méconnaissance des modes de production et de la réalité du métier : ainsi 65 % considèrent mal connaître les différents moyens de faire pousser, protéger, récolter des cultures et 58 % connaissent mal les différents modes d'élevage. Et si 86 % des agriculteurs estiment qu'ils ont des modes de production raisonnés, seuls 24 % des Français ont la même évaluation ». Cette situation explique l'alternance de phases de confiance et de méfiance, au fil des alertes médiatiques, sanitaires, etc.

2. Vanier M., 2005, « Rural / urbain : qu'est-ce qu'on ne sait pas ? », in Arlaud S., Jean Y., Royoux D., *Rural-Urbain : nouveaux liens, nouvelles frontières*, PUR, pp. 25-32.

3. CSA-Cévipof, 1994, *Les Français et l'espace rural*, enquête réalisée pour la Datar, ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire.

4. CSA-Observatoire du Bonheur, 2015, *Pour vivre heureux, vivons... en ville ou à la campagne ?*, rapport d'enquête.

5. Réseau rural français, 2012, *Enquête : quelle perception ont les jeunes du monde rural ? Une enquête européenne des réseaux nationaux*.

6. Giusepelli E., 2006, « Place et fonctions de l'agriculture en zones périurbaines de montagne : modes d'habiter et représentations du rural », *L'Espace géographique*, vol. 35, no. 2, pp. 133-147.

7. Bontron J.-C., 1996, « Le monde rural, un concept en évolution », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.

8. Perrier-Cornet P., 2002, « Les Français face à l'espace rural. Perceptions communes et pratiques différenciées », *Économie et Humanisme*, n°362.

9. BVA, 2016, *Image de l'agriculture. Regards croisés entre agriculteurs et grand public*, rapport d'enquête.

L'environnement d'abord perçu comme « nature à préserver »

Depuis plusieurs décennies, la protection de la nature est devenue une préoccupation importante. Elle est de plus en plus médiatisée, les campagnes de sensibilisation se multiplient¹⁰. Dans une enquête de 2015, 83 % des Français déclarent qu'il est préférable de préserver la nature, « quitte à freiner le développement économique et les transports dans votre région »¹¹.

La forêt d'abord perçue comme « milieu naturel »

Historiquement, une couche ancienne de représentations, issue de la civilisation paysanne, associait la forêt à la production et à la chasse. Pendant les « Trente Glorieuses », l'urbanisation, le développement du temps libre et l'avènement d'une « société du loisir » ont transformé le regard porté sur la forêt : elle devient un lieu de récréation et de ressourcement, diverses enquêtes permettant de documenter sa fréquentation¹². Plus récemment, dans les années 1990, elle symbolise fortement la nature, en tant que milieu menacé et patrimoine à protéger¹³.

La montée en personnalité des animaux et l'évolution du rapport Humain-Animal

La situation des animaux dans la société est notamment tributaire d'évolutions à l'intérieur du monde agricole et de la ruralité¹⁴ : passage des productions traditionnelles à l'élevage industriel (et montée de la préoccupation vis-à-vis du bien-être animal), mise au point d'un « élevage de précision », gestion des paysages et de la biodiversité, etc. Mais l'évolution des représentations de l'animal dépend aussi d'autres tendances : mutations de la famille et nouvelles expériences de l'animal de compagnie ; images sur les comportements sociaux des animaux (vidéos virales) ; innovation dans les systèmes alimentaires (viande *in vitro*, Soylent, etc.) ; médias traditionnels et réseaux sociaux ; etc.

Les animaux attirent certains (ce sont des compagnons jugés « agréables », « fidèles »), ils peuvent en fasciner d'autres (la « liberté des animaux sauvages », la « complexité des écosystèmes »), mais leurs présences et nos interactions avec eux diminuent en réalité¹⁵. Ils sont de plus en plus traités comme des personnes ou quasi-personnes à respecter, titulaires de droits, ce qui entre en tension avec la réalité de leur instrumentalisation (notamment comme matière première alimentaire).

Prospective de la variable

Hypothèse 1 : le rural, conservatoire des paysages et de la nature

Dans un monde préoccupé par la sécurité et le confort individuels, la ville devient un repoussoir (pollutions, nuisances, agressions, etc.). Une vision idéalisée, pastorale et bucolique des territoires ruraux s'impose progressivement.

Un flux démographique de plus en plus important va de la ville vers la campagne. Le rural est attirant. Les néo-ruraux/péri-urbains s'installent dans ces territoires pour y trouver la stabilité d'un cadre de vie plus accueillant. Certains aspirent malgré tout à continuer à s'y comporter comme des urbains : anonymat, indifférence aux voisinages, accès facile aux biens de consommation, etc. Ils sont des « sans-territoires ». D'autres sont plus actifs et sont venus, quel que soit leur âge, faire « retraite » à la campagne. Ce sont « les nostalgiques ». Ces anciens urbains dominés parviennent, à leur tour, à dominer les ruraux plus anciennement installés.

La représentation politique des campagnes est de plus en plus sous influence urbaine, à mesure que les nouveaux venus prennent en main les conseils municipaux, avec des conséquences en matière de décisions d'aménagement (logique de « clubs » municipaux offrant des services aux habitants).

Les grands médias généralistes (reportages sur le santonnier de Provence, sur le producteur de fromage des Pyrénées, etc.) véhiculent une imagerie passéiste, qui répond aux aspirations des fractions néo-rurales dominantes. 2030 voit ainsi converger les discours autour d'une imagerie polarisée : la ville-artifice vs la « campagne-nature », « verte »,

10. Caillaud S., 2010, « Représentations sociales et significations des pratiques écologiques : perspectives de recherche », *Vertigo*.

11. OpinionWay, 2015, *Les Français et la nature*, enquête réalisée à l'occasion de la Fête de la nature.

12. Granet A.-M., 2012, « Fréquentation et représentations de la forêt en France. Connaître et comprendre les relations entre forêt et société pour piloter la gestion », *Revue forestière française*.

13. Deuffic P., Granet A.-M., Lewis N., 2004, « Forêt et société, une union durable.1960-2003 : évolution de la demande sociale face à la forêt », *Rendez-Vous Techniques*, n°5, pp. 10-14.

14. Bonnaud L., Nicourt C., 2006, « Les éleveurs de porcs face à leurs détracteurs en Dordogne et dans le Finistère », *Études rurales*, n°177.

15. Prévot A.-C., 2014, « Les représentations de la nature se simplifient-elles depuis 70 ans ? » : <https://www.sfecologie.org/regard/r56-ac-c-prevot-disney/>

véritable conservatoire des paysages. Dans cette opposition de carte postale, les attentes de tranquillité et d'isolement poussent parfois vers la promotion des produits locaux de qualité. Mais le plus souvent, elles sont associées à une indifférence des habitants par rapport au fonctionnement des exploitations agricoles, qui ne sont finalement qu'une attraction de plus dans cette « campagne parc à thème ».

Les néo-ruraux sont prêts à faire des procès pour avoir la tranquillité qu'ils étaient venus chercher. Les « nuisances » de l'agriculture agro-industrielle et les atteintes au cadre de vie idéalisé (paysage diversifié, champs fleuris, etc.) sont poursuivies devant la justice, y compris pour limiter les débordements de la nature.

Il s'agit d'abord de se conformer à une imagerie : des paysages sans bâtiments agricoles apparents (ou « fondus » dans le paysage) ; des forêts propres, sans coupes rases, où l'intervention humaine nécessaire (sentiers, visibilité du sous-bois) doit se faire discrète ; des animaux soit idéalisés (rouge-gorge du bord de fenêtre, hérisson sympathique), soit rejetés (morsure du chien de ferme, odeurs des élevages, etc.).

Hypothèse 2 : créer du lien dans des territoires de projet

En 2030, la ville est considérée par beaucoup comme un espace saturé, anémique, impossible à faire évoluer. *A contrario*, le rural périurbanisé est de plus en plus identifié à la vie et au dynamisme.

Le rural est attirant. Des flux démographiques de plus en plus importants vont de la ville vers les franges rurales/périurbaines. On vient à la campagne pour y être actif, trouver un lieu de vie pour sa famille.

En matière de représentation politique, les conseils municipaux sont investis par une alliance entre « nouveaux enracinés » et des habitants plus anciennement installés, « pragmatiques », soucieux de faire vivre « leurs pays » et de garder leurs enfants dans la région. Une vie associative s'organise autour des traditions locales réactivées.

Internet et les réseaux sociaux alimentent une recherche de relations interpersonnelles fortes, un engagement pour le respect des animaux et de la terre, patrimoine à léguer à ses enfants. Cette représentation du local par le local n'est que timidement reprise par les médias généralistes, toujours très influencés par les élites urbaines.

Une vision positive des territoires ruraux prend corps progressivement, moins centrée sur la conservation en l'état d'une campagne naturalisée, que sur la mise en valeur de ce qui bouge dans une « campagne-liberté » anthropisée et socialisée. On peut « construire » et innover dans le rural, alors que la ville semble irréfutable. Les équipements collectifs, l'entretien des chemins vicinaux, l'implantation de nouveaux lotissements et d'usines sont bien acceptés dans la mesure où ils favorisent l'attrait des territoires pour les jeunes.

Dans ce monde néo-rural de 2030, le nombre des ouvriers reste important. Le militantisme et l'engagement, voire l'opposition aux grands projets régionaux (« zones à défendre ») sont monnaie courante : projets collectifs, réorganisation des circuits d'approvisionnement (circuits courts, abattoirs de proximité ou mobiles), initiatives locales pour faire vivre les villages avec le tourisme, etc.

Le rural est perçu et pensé comme un territoire partagé où le « sens collectif » peut être « retrouvé ». Pour les agriculteurs, cela suppose de partager et d'exhiber une certaine adhésion à ces valeurs. Forêt et agriculture se doivent d'être multifonctionnelles (production, récréation, pédagogie), à l'opposé d'une agriculture-sylviculture-maintenance limitée à ses services écosystémiques pour l'aménagement du territoire. Les activités agricoles, sylvicoles et agroalimentaires sont bien acceptées dans la mesure où elles apportent de l'emploi, ou bien quand elles recherchent une connexion avec les habitants (fermes en circuits courts, consommation de proximité et *take-away*, bois énergie, bois d'œuvre pour l'ameublement ou la construction, etc.).

Hypothèse 3 : le rural entre *no-man's land* naturalisé et *no-go zone* agro-industrielle

En 2030, la ville est au cœur des dynamiques économiques. Les ruralités intra-urbaines rendent les campagnes « inutiles » à l'équilibre des urbains. Elles se marginalisent ou se vident de toute animation en se spécialisant dans les grandes cultures, la forêt ou l'élevage industriel.

La grande ville demeure le lieu privilégié de la vie collective (services publics, équipements, infrastructures), de l'effervescence politique et de l'emploi, mais sa croissance ne se traduit pas par la périurbanisation du rural. Au

contraire, les pouvoirs publics, aiguillonnés par des groupes sociaux aisés (couches moyennes supérieures, cadres), cherchent à densifier le réseau des habitations et à intégrer la nature en ville. Ce qui semble souhaitable (aux aménageurs et aux urbains), c'est une « ruralisation » de la ville : investissements considérables dans les transports doux, l'agriculture urbaine, le verdissement des façades et des toits, etc.

La représentation politique des campagnes reste encore dominée par le groupe professionnel des agriculteurs, attaché à entretenir la séparation avec l'urbain pour maintenir sa capacité à organiser « sa » campagne, à des fins avant tout productives.

Dans les médias, les animateurs de *talk-shows* raillent une *no-go zone* insuffisamment connectée, une vie rurale faite d'ennui, mais dont, au total, on parle peu. Le rural est ressenti comme un « territoire à problèmes », sans avenir : c'est la « campagne-désert », la « campagne-relégation ».

Cette campagne est associée à des images de territoires en déshérence, sans travail et sans avenir. La céréalisation ou l'afforestation du territoire façonne des paysages uniformes. Les sorties nature se concentrent dans les parcs, quelques forêts proches des grandes métropoles et les montagnes. Le littoral connaît également une anthropisation et une densification.

L'agriculture a une image ambivalente : c'est une activité attractive (utilisation de technologies de pointe) mais dont l'exercice est rendu difficile par la faiblesse des services en milieu rural. Quant aux animaux, les urbains en mangent, mais quasiment sans s'en rendre compte, dans des plats préparés ou « désanimalisés ».

Hypothèse 4 : concurrence des territoires et représentations éclatées à l'échelle nationale

Aucune représentation majoritaire de ce que sont « le rural » et « la nature » ne se dégage. Les représentations sont territorialisées et elles varient selon les moments. Les différentes régions et collectivités communiquent sur leurs atouts, leur identité, et l'unité du territoire national s'efface derrière la diversité des projets locaux très contrastés : certains de ces projets réussissent à trouver leur public, d'autres non. Dans ce processus, les collectivités territoriales (départements et régions) ont une responsabilité de plus en plus importante.